



**REVISION DU SAGE ESTUAIRE DE LA LOIRE :**  
**CONSTRUCTION DE LA STRATEGIE COLLECTIVE ET REDACTION DES**  
**DOCUMENTS DU SAGE REVISE**

N° de marché

2 0 1 8 - 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 2

**Acte d'Engagement (AE)**

N° de l'AE : 2018-0000000002

Conditions de remise des offres :

Date et heure limites de réception : **14 décembre 2018 à 12h00**



**Le présent document comporte 21 pages numérotées de 1 à 21**

Chaque page doit être paraphée par le représentant du prestataire habilité à signer le marché

Document lu et approuvé par le prestataire	A <u>Lyon</u>	Le <u>21 03 19</u>
Signature du prestataire (représentant habilité à signer le marché) et cachet		

*SELA... Avocats Contti & Bory  
13, rue... Bureau de Lyon  
Tél. 04 78 42 46 40 - 69002 Lyon  
Fax 09 70 06 79 70  
SIRET 751 61 00 00012 RCS Lyon*

# ACTE D'ENGAGEMENT

**Personne publique contractante :**

SYNDICAT MIXTE DE LA LOIRE AVAL

**Objet du marché :**

Construction d'une stratégie collective et rédaction des documents du SAGE révisé

**Mode de passation et forme de marché :**

MARCHE PUBLIC passé en PROCEDURE ADAPTEE en application de l'article 42 2° de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016

**Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :**

Caroline ROHART – Directrice du SYLOA

**Ordonnateur :**

Christian COUTURIER

**Comptable public assignataire des paiements :**

Trésorier départemental



## SOMMAIRE

I.	Article 1 : Contractant.....	4
II.	Article 2 : Prix.....	5
III.	Article 3 : Délais d'exécution .....	7
IV.	Article 4 – Avance.....	7
V.	Article 5 : Paiement.....	7
VI.	Article 6 : Nomenclature(s).....	8
VII.	Annexe n° 1 : Relative à la déclaration de sous-traitance .....	12
VIII.	Annexe n° 2 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations.....	21



# I. Article 1 : Contractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché indiquées à l'article « pièces contractuelles » du cahier des clauses administratives particulières n° 2018\_02 qui fait référence au CCAG-Fournitures courantes et Services et conformément à leurs clauses et stipulations ;

Le signataire (Candidat individuel),

M me Emmanuelle Paillat

Agissant en qualité de :

avocat associé, co-gérant

m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Adresse électronique

Numéro de téléphone

Télécopie

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

engage la société Paillat Conti & Bory sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale

SELARL Paillat Conti & Bory

Adresse

13 rue Emile Zola 69002 LYON

Adresse électronique contact@paillat-conti-bory.fr

Numéro de téléphone 0478424640

Télécopie 0970 06 79 70

Numéro de SIRET 752 567 800 00012

Code APE ..... 69.10.2 .....  
Numéro de TVA intracommunautaire ..... PR 88 752 567 800 .....

Le mandataire (Candidat groupé),

M .....

Agissant en qualité de :

.....

désigné mandataire :

- du groupement solidaire
- solidaire du groupement conjoint
- non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale

.....  
.....

Adresse

.....  
.....

Adresse électronique.....

Numéro de téléphone .....

Télécopie .....

Numéro de SIRET .....

Code APE .....

Numéro de TVA intracommunautaire .....

S'engage, au nom des membres du groupement<sup>1</sup>, sur la base de l'offre du groupement,

à exécuter, sans réserve, les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

## II. Article 2 : Prix

L'ensemble des fournitures à livrer ou des services à exécuter sera rémunéré par application d'un prix global forfaitaire égal à :

.....

<sup>1</sup> L'annexe relative à la désignation des co-traitants est à dupliquer en autant d'exemplaires que nécessaire. Elle est recommandée dans le cas d'un groupement conjoint.

Montant H.T. : 17150 ..... Euros

TVA (taux de 20%) : 3430 ..... Euros

Montant T.T.C. : 20580 ..... Euros

Soit en toutes lettres : vingt mille cinq cent quatre-vingt

euros toutes charges comprises .....

Aucune variante n'est autorisée et aucune prestation supplémentaire ou alternative n'est prévue.

La mission est décomposée en 2 lots et 3 phases conformément au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

L'évaluation de l'ensemble des prestations telle qu'elle en résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire est fixée comme suit (à compléter par le candidat) :

LOTS	TRANCHES	ELEMENTS DE MISSION	PRIX
LOT 1	FERME	Phase 1 : Stratégie	€ HT
		Phase 2 : Rédaction des documents du SAGE	€ HT
		Evaluation environnementale	€ HT
	OPTIONNELLE	Phase 3 : Accompagnement technique des Consultations	€ HT
LOT 2	FERME	Phase 2 : Rédaction des documents du SAGE	12400 € HT
	OPTIONNELLE	Phase 3 : Accompagnement technique des Consultations	4750 € HT
		<b>TOTAL</b>	17150 € HT
		Réunion supplémentaire	950 € HT

### III. Article 3 : Délais d'exécution

---

Le délai d'exécution des prestations est de 24 mois.

Le délai d'exécution des prestations démarre à la date de notification du marché conditionnée par l'acceptation du financement de l'étude par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention du candidat sur le chevauchement des phases 1 et 2 et l'évaluation environnementale réalisée en parallèle des phases 1 et 2.

### IV. Article 4 : Avance

---

Cet article fait référence à l'article 110 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et à l'article 2.7 du CCAP de la présente consultation.

Je renonce au bénéfice de l'avance (cochez la case correspondante) :

OUI

NON

L'attention des candidats est attirée sur le fait que si aucun choix n'est fait, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise renonce à percevoir l'avance.

### V. Article 5 : Paiement

---

La personne publique contractante se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants<sup>2</sup> :

Ouvert au nom de : *SEAPE Paillet Conti & Boy*

pour les prestations suivantes : *judiciaires*

Domiciliation : *HSBC Lyon*

Code banque : *30056* Code guichet : *00170* N° de compte : Clé RIB : *69*

IBAN : *FR76 3005 6001 7001 7002 722 5569 017 00272255*

BIC : *CLFRFRPP*

Ouvert au nom de :

pour les prestations suivantes :

Domiciliation :

Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :

IBAN :

---

<sup>2</sup> Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal.

BIC :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur<sup>3</sup> :

un compte unique ouvert au nom du mandataire;

les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

**NB** : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du C.C.A.P. s'appliquent.

## VI. Article 6 : Nomenclature(s)

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Classification principale	Classification complémentaire
Services de conseil en ingénierie de l'environnement. (713130005)	

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 43 du Code des marchés publics.

<sup>3</sup> Cocher la case correspondant à votre situation



## ENGAGEMENT DU CANDIDAT

---

Fait en un seul original

A .....  
Le ..... 21.03.19 .....

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé

Lu et approuvé  


## ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

---

Est acceptée la présente offre pour valoir  
marché

A .....  
Le ..... 22 mars 2019 .....

Signature du représentant du pouvoir  
adjudicateur habilité par la délibération en date du  
10 décembre 2015

**SYLOA**  
syndicat Loire aval  
NANTIL B  
1-3, rue Celestin Freinet  
44200 NANTES  
syloa@syndicatloireaval.fr



Elle est complétée par les annexes suivantes<sup>4</sup> :

- Annexe n°... relative à la présentation d'un sous-traitant (ou DC4) ;
- Annexe n°... relative à la désignation et répartition des cotraitants en cas de groupement

---

<sup>4</sup> Cocher la case correspondante



Annexe n°... relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6) ;

Annexe n°... relative à la mise au point du marché (ou OUV11) ;


Autres annexes (A préciser) :

**NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE (Date d'effet du marché)**

**En provenance de :**  
~~SEURIL Peulvat Couh & Bouy.  
13 rue Emile Zola  
69002 LYON.~~

SGR 2 Y22 MSR 2A 15-1092926 01-19

**LA POSTE**  
RECOMMANDÉ :  
**AVIS DE RÉCEPTION**  
Numéro de l'AR : **AR 1A 165 256 8904 0**




Renvoyer à **FRAB**

Présenté / Avisé le : 10/9/19  
Distribué le :

Je soussigné déclare être	Signature
<input type="checkbox"/> Le destinataire	(Précisez Nom et Prénom)
<input type="checkbox"/> Le mandataire	(Mandataire)
<input type="checkbox"/> CNI/Permis de conduire	Signature Facteur <sup>5</sup>
<input type="checkbox"/> Autre : .....	

\* Le facteur atteste par sa signature que l'identité du destinataire ou de son mandataire a été vérifiée précédemment.

SYLOA - Syndicat Loire Aval  
NANTIL B Sud  
3 rue Celestin Freinet  
44200 NANTES.



<sup>5</sup> Date et signature originales



**NANTISSEMENT OU CESSION DE CREANCES<sup>6</sup>**

---

Certificat de cessibilité établi en date du ..... à .....

**OU**

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance de :

1  La totalité du marché dont le montant est de (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) : .....

2  La totalité du bon de commande n° afférent au marché (*indiquer le montant en chiffres et lettres*) : .....

3  La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, est évaluée à (*indiquer en chiffres et en lettres*) :

4  La partie des prestations évaluée à (*indiquer le montant en chiffres et en lettres*) : .....

et devant être exécutée par

en qualité de :

membre d'un groupement d'entreprise

sous-traitant

A ..... le .....<sup>7</sup>

Signature

---

<sup>6</sup> Cochez la case qui correspond à votre choix, soit certification de cessibilité soit copie délivrée en unique exemplaire

<sup>7</sup> Date et signature originales

## VII. Annexe n° 1 : Relative à la déclaration de sous-traitance

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les candidats ou titulaires de marchés publics ou d'accords-cadres pour présenter un sous-traitant.

Ce document est fourni par le candidat ou le titulaire au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice soit au moment du dépôt de l'offre soit après le dépôt de l'offre.

MARCHES PUBLICS

DC4

### DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE<sup>8</sup>

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application de l'article 4 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le vocable de « marché public » recouvre également les accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, les marchés subséquents, les marchés spécifiques conclus dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique et les marchés de partenariat.

#### A - Identification de l'acheteur.

##### ■ Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

**SYNDICAT MIXTE LOIRE AVAL**

**3 rue Célestin Freinet**

**Nantilly B Sud**

**44200 Nantes**

**Tél : 02.85.52.44.14**

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou à l'article 117 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité (nantissements ou cessions de créances) :

(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

**Caroline ROHART – Directrice du SYLOA**

**crohart@syndicatloireaval.fr**

**02.85.52.44.14**

#### B - Objet du marché public.

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)

<sup>8</sup> Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

REVISION DU SAGE ESTUAIRE DE LA LOIRE : Construction d'une Stratégie collective et rédaction des documents  
du SAGE révisé

**C - Objet de la déclaration du sous-traitant.**

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- un document annexé à l'offre du soumissionnaire
- un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (*sous-traitant présenté après attribution du marché*)
- un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du .....

**D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public.**

☐ NOM COMMERCIAL ET DENOMINATION SOCIALE DE L'UNITE OU DE L'ETABLISSEMENT QUI EXECUTERA LA PRESTATION :

☐ ADRESSES POSTALE ET DU SIEGE SOCIAL (SI ELLE EST DIFFERENTE DE L'ADRESSE POSTALE) :

☐ ADRESSE ELECTRONIQUE :

☐ NUMEROS DE TELEPHONE ET DE TELECOPIE,

☐ NUMERO SIRET, A DEFAUT, UN NUMERO D'IDENTIFICATION EUROPEEN OU INTERNATIONAL OU PROPRE AU PAYS D'ORIGINE DE L'OPERATEUR ECONOMIQUE ISSU D'UN REPERTOIRE FIGURANT DANS LA LISTE DES ICD :

☐ Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

☐ En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

**E - Identification du sous-traitant.**

☒ **NOM COMMERCIAL ET DENOMINATION SOCIALE DE L'UNITE OU DE L'ETABLISSEMENT QUI EXECUTERA LA PRESTATION :**

☒ **ADRESSES POSTALE ET DU SIEGE SOCIAL (SI ELLE EST DIFFERENTE DE L'ADRESSE POSTALE) :**

☒ **ADRESSE ELECTRONIQUE :**

☒ **NUMEROS DE TELEPHONE : ET DE TELECOPIE,**

☒ **NUMERO SIRET, A DEFAUT, UN NUMERO D'IDENTIFICATION EUROPEEN OU INTERNATIONAL OU PROPRE AU PAYS D'ORIGINE DE L'OPERATEUR ECONOMIQUE ISSU D'UN REPERTOIRE FIGURANT DANS LA LISTE DES ICD :**

☒ **Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :**

■ **Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : (Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)**

☒ **Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la recommandation de la Commission du 6 mai 2003 ou un artisan au sens au sens de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996 ?**

Oui  Non

## **F - Nature des prestations sous-traitées**

*(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance)*

■ **Nature des prestations sous-traitées :**

■ **Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :**

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) : .....

La durée du traitement est : .....

La nature des opérations réalisées sur les données est : .....

La ou les finalité(s) du traitement sont : .....

Les données à caractère personnel traitées sont : .....

Les catégories de personnes concernées sont : .....

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

- Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;
- Le contrat de sous-traitance intègrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du RGPD.

**G - Prix des prestations sous-traitées**

■ **Montant des prestations sous-traitées :**

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA : .....
- Montant HT : .....
- Montant TTC : .....



b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant de l'article 283-2 nonies du code général des impôts :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire)
- Montant hors TVA : .....

■ Modalités de variation des prix :

■ **Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct** (tel est le cas si le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600 euros TTC sauf certains marchés passés par les services de la défense : article 135 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ou article 124 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

(Cocher la case correspondante.)

OUI

NON

#### H - Conditions de paiement.

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :  OUI  NON

(Cocher la case correspondante.)

#### I - Capacités du sous-traitant.

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité, ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)



**I1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :**

- .....
- .....
- .....
- .....
- .....

**I2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :**

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

### **J - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des interdictions de soumissionner.**

**J1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur :**

- a) n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics (\*);
- b) au surplus, dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'interdiction de soumissionner prévus à l'articles 46 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner, cocher la case suivante :

(\*) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

**J2 – Documents de preuve disponibles en ligne** (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application du premier alinéa de l'article 45 du décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

*(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)*

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

### **K - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.**

*(Cocher les cases correspondantes.)*

**1<sup>ère</sup> hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

OU

une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

**2<sup>ème</sup> hypothèse**  La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'article 137 du décret n° 2016-360 ou à l'article 126 du décret n° 2016-361, qui est joint au présent DC4 ;

OU

l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

## L - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier le retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le sous-traitant :

*(personne identifiée rubrique E du DC4)*

Le soumissionnaire ou le titulaire :

*(personne identifiée rubrique C1 du DC2)*

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant, autorise la sous-traitance des activités de traitement de données à caractère personnel visées dans la présente déclaration, et agrée ses conditions de paiement.

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Le représentant de l'acheteur :

**M - Notification de l'acte spécial au titulaire.**

*(Une copie de l'original du marché ou du certificat de cessibilité ou, le cas échéant, de l'acte spécial, doit être remise à chaque sous-traitant bénéficiant du paiement direct par l'acheteur public.)*

En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.)*

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire reçoit à titre de notification une copie du présent acte spécial :

A \_\_\_\_\_ , le

## VIII. Annexe n° 2 : Désignation des co-traitants et répartition des prestations

<i>Désignation de l'entreprise</i>	<i>Prestations concernées</i>	<i>Montant H.T.</i>	<i>Taux T.V.A.</i>	<i>Montant T.T.C.</i>
Dénomination sociale : SIRET : ..... Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ..... Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Dénomination sociale : SIRET : ..... Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	<i>Totaux</i>			

